



Coupsures à Radio-Canada/CBC

Une attaque directe à notre identité nationale

Note : De larges extraits de cette lettre ouverte dénonçant les coupures imposées à la Société Radio-Canada par le gouvernement conservateur de Stephen Harper ont été publiés dans l'édition du dimanche 31 mai du quotidien La Presse.

Nous avons pensé que le texte intégral de cette lettre d'appui à Radio-Canada était susceptible de vous intéresser.

Peut-on interpréter le refus du gouvernement Harper de lever le moindre petit doigt pour aider Radio-Canada - voire même de brandir le spectre d'une coupure additionnelle possible de 56 millions de dollars - comme autre chose qu'une nouvelle attaque directe contre les artistes et artisans de notre culture? Difficile de croire le contraire quand on examine les conséquences de la baisse de revenus de Radio-Canada/CBC.

L'impact des coupures annoncées le mois dernier par Radio-Canada et rendues nécessaires par le manque de flexibilité étonnant de M. Harper dépassera, en effet, largement la simple société d'État pour frapper des milliers d'artistes québécois et canadiens et contribuer à mettre en péril la vitalité même de notre culture. Le pdg de Radio-Canada/CBC l'affirmait tout récemment : pour chaque poste aboli à Radio-Canada, trois postes seront perdus du côté des productions indépendantes.

Plus précisément, cela veut dire que les 335 postes abolis dans notre réseau public de radio et de télévision auront pour conséquence directe de mettre au chômage un minimum de 1 005 artistes francophones au statut déjà précaire vu que la plupart d'entre eux ont le statut de travailleurs autonomes.

Au total, si on additionne ces pertes d'emploi au public et au privé, c'est plus de 1 340 artistes francophones, dont une très grande majorité de Québécois, qui seront privés de revenus suite au refus de Stephen Harper de combler par un prêt de 171 millions de dollars le manque à gagner de Radio-Canada/CBC. À la CBC, ces pertes d'emploi s'élèvent à 400 et conséquemment à 1 200 artistes anglophones œuvrant à leur compte. Un total, au Canada anglais, de 1 600 producteurs, réalisateurs, techniciens, comédiens, chercheurs, etc.

M. Harper, dans ses efforts de relance de l'économie canadienne, vient donc d'abolir près de 3 000 emplois artistiques directs, rien de moins, et sans doute l'équivalent de quelques autres milliers d'emplois indirects!

Certains diront, avec raison que ce gouvernement ne fait que poursuivre sa logique de base, celle qui l'a poussé à sabrer de façon tout aussi absurde qu'arbitraire les programmes de promotion de la culture québécoise et canadienne à l'étranger. Cela ne justifie pas pour autant son manque de souplesse devant les demandes de prêt pourtant raisonnables de Radio-Canada/CBC, ni son désengagement face à notre service public de radio et de télévision qui est aussi indispensable que complémentaire à nos réseaux privés.

Un service public comme Radio-Canada poursuit le mandat spécifique de favoriser l'essor et la diffusion de notre culture. Ce faisant, il est libéré, en partie du moins, des contraintes des réseaux privés et peut nous offrir une fenêtre fascinante sur l'ensemble des régions du pays et sur le

monde tout entier. C'est pour cela qu'il est, et continuera d'être essentiel à notre vitalité culturelle et, partant, à notre identité nationale même.

Le pdg de Radio-Canada/CBC nous rappelait encore récemment que notre société d'État se classe au 15^e rang mondial du financement public. Radio-Canada/CBC reçoit seulement 34 \$ par habitant et nous offre ses services dans les deux langues officielles alors que la BBC, par exemple, reçoit 124 \$ par habitant pour diffuser dans une seule langue et France Télévisions recevra bientôt 77 \$ par habitant pour sa chaîne publique, également unilingue!

En deux mots, pour atteindre le niveau de financement per capita de la France, le gouvernement canadien devrait plus que doubler le financement actuel de Radio-Canada/CBC. Nous ne lui en demandons pas tant. Agir maintenant pour préserver la qualité et la diversité de nos émissions du réseau public nous suffirait amplement. Du moins pour l'instant.

La direction des services français de Radio-Canada a fait des miracles pour préserver la diversité des grilles de programmation actuelles et nous a assurés que nos émissions favorites ne seraient pas sacrifiées sur l'autel de l'extrême droite réformiste. Nous applaudissons sincèrement ses efforts et son inventivité, mais force est de constater que le nombre d'émissions en rediffusion devra inévitablement s'accroître, restrictions budgétaires obligent, pour combler le vide laissé par la disparition de nombreuses autres.

Mais, plus grave encore, les portes risquent de se refermer sur nos jeunes artistes et artisans qui perdent ici des tribunes essentielles pour y faire leur apprentissage et devenir les *Robert Lepage*, *Pierre Lapointe*, *Alain Lefebvre*, *Marie-Jo Thériault*, *Nathalie Choquette* et *Dany Laferrière* de demain. Le nombre de nouvelles séries dramatiques, celui des émissions jeunesse, diminuera et aura inévitablement des répercussions sur le nombre de nouvelles occasions pour de jeunes artistes d'y faire leur marque.

La donne va se compliquer davantage encore pour les artistes en région même si, la direction de Radio-Canada a fait des efforts incroyables pour réduire au maximum (à peine 14%) les compressions. Mais même ces faibles compressions auront des répercussions négatives.

Et l'histoire ne dit pas encore l'impact des réductions de budget et d'effectifs de Radio-Canada sur les centaines d'événements artistiques de toutes sortes dans lesquels la société d'État s'est investie traditionnellement, en régions comme dans nos grands centres, soit par un soutien logistique et technique, soit par le biais de concours, soit, plus simplement, par une couverture médiatique aussi professionnelle que dynamique.

Sans des investissements continus importants permettant de mousser notre créativité et de donner des tribunes à nos jeunes artistes pour qu'ils fassent leurs classes, aucune culture régionale, et encore moins nationale, ne pourra survivre à long terme.

Le *Cirque du Soleil* de Guy Laliberté, ou *Ex Machina* de Robert Lepage, ou, tant qu'à faire, le cinéma d'Atom Egoyan n'ont plus autant besoin de ces occasions pour se faire valoir sur la scène nationale ou internationale. Mais aucun de ces trois géants artistiques n'aurait pu accomplir ce qu'ils ont accompli sans soutien de nos gouvernements.

Notre réseau public est ce créneau qui a permis l'émergence de la très grande majorité de nos artistes, souvent en régions d'abord, ensuite sur la scène nationale puis internationale.

Vouloir étouffer à petits feux, faire disparaître Radio-Canada comme semble vouloir le faire Stephen Harper et ses partisans, qui traitent la CBC de *Communist Broadcasting Corporation*, c'est vouloir empêcher qu'émergent, à moyen et à long terme, les grands artistes qui ont fait notre renommée internationale et qui, surtout, enrichissent notre vie quotidienne de façon singulière. Ils nous permettent, non seulement de traverser des moments difficiles comme ceux

que nous vivons actuellement, mais de devenir de meilleures personnes, mieux informées surtout.

Qui donc pourrait s'imaginer que les équipes de la LNH survivraient longtemps si on abolissait leurs clubs écoles... et toute l'infrastructure de hockey qui les sous-tend, des équipes mini-wheats aux Juniors?

Pour que nos artistes émergent, comme la pointe d'un iceberg, il faut, bien évidemment, la présence d'un vrai iceberg qui maintienne cette pointe hors de l'eau. Pas de pointe d'iceberg visible sans iceberg en dessous.

Poursuivant sa croisade, M. Harper s'obstine à refuser toute aide au fleuron public de nos industries culturelles, sous de fallacieux prétextes qui cachent mal son ressentiment face au rejet par les Québécoises et les Québécois, tout comme d'un très grand nombre de Canadiens, de ses projets de loi contre l'avortement et le contrôle des armes à feu, ou en faveur de la criminalisation des jeunes parmi d'autres initiatives heurtant de front les valeurs au cœur de l'identité québécoise.

Son refus d'accéder à la demande de crédit du président Hubert Lacroix, le refus du CRTC de protéger l'enveloppe prioritaire de Radio-Canada dans le Fonds des médias, ses tentatives constantes de contrôle de l'information, tout comme ses compressions tout azimut de programmes dont bénéficiaient directement nos artistes, sont autant d'exemples de la volonté de ce gouvernement d'imposer sa morale et sa culture à un peuple qui lui a pourtant manifesté clairement qu'il n'en voulait pas.

L'identité culturelle d'un peuple, d'une nation, faut-il le rappeler, est fondée sur des croyances et des valeurs soutenues et partagées en bonne partie par la culture, ses artistes et ses artisans.

Ces croyances et ces valeurs, M. Harper ne les partage pas, ne nous méprenons pas là-dessus. M. Harper veut substituer aux valeurs au cœur de notre identité des valeurs et des croyances incompatibles avec celles qui nous constituent comme nation québécoise et qui, nous en sommes persuadés, sont partagées par une large partie de la population canadienne. Voilà la motivation principale derrière ses velléités de «déconstruction politique de Radio-Canada», comme l'a appelée il y a peu un éditeur de *La Voix de l'Est*.

M. Harper sait que la meilleure façon d'affaiblir une identité nationale est d'en affaiblir ses porte-parole et ses diffuseurs. Et c'est ce qu'il tente de faire par la bande depuis qu'il est au pouvoir. Il a compris, trop bien peut-être, le rôle essentiel que jouent sur le plan identitaire les employés et les artistes pigistes de Radio-Canada et de la CBC, et il veut profiter de la crise économique pour diminuer de façon importante les moyens mis à leur disposition.

Ne nous y trompons pas, les coupures annoncées ne sont pas nécessairement les dernières. Si Radio-Canada/CBC ne réussit pas à vendre ses actifs, ce qui est possible en ces temps difficiles, d'autres compressions, dont celle de 56 millions de dollars évoquée le 12 mai dernier, suivront, plus dramatiques encore! Comptons pour cela sur les réformistes qui n'attendent que d'ajouter le coup de pied de l'âne!

Au nom de 14 000 artistes, écrivains et travailleurs de la culture membre des organismes regroupés sous la bannière du Mouvement pour les arts et les lettres



Anik Bissonnette, Présidente
Regroupement québécois de la danse



Martin Faucher, Président
Conseil québécois du théâtre



Chantal Gilbert, Présidente
Conseil des métiers d'art du Québec



Marie-Josée Lafortune, Présidente
Regroupement des centres d'artistes autogérés du Québec



Chantal Lambert, Présidente
Conseil québécois de la musique



Danielle Leblanc, Présidente
Conseil québécois des arts médiatiques



Jeannot Painchaud, Président
En Piste, Regroupement national des arts du cirque



Stanley Péan, Président
Union des écrivaines et écrivains québécois



Christian LaForce, Directeur général
Conseil montréalais de la culture et des communications
Représentant des conseils régionaux de la culture au M.A.L. :
Conseil de développement culturel du Centre-du-Québec
Conseil de la culture de l'Abitibi-Témiscamingue
Conseil de la culture du Bas-Saint-Laurent
Conseil de la culture de l'Estrie
Conseil de la culture de la Gaspésie
Conseil de la culture des Laurentides
Conseil de la culture des régions de Québec et de Chaudière-Appalaches
Conseil régional de la culture et des communications de la Côte-Nord
Conseil régional de la culture de l'Outaouais

Conseil régional de la culture du Saguenay-Lac-Saint-Jean
Culture Lanaudière
Culture Mauricie